



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## L'ALLEMAGNE EN QUETE DE COALITION

**Anne-Marie Le Gloannec**

Angela Merkel, la chancelière allemande, est au plus haut dans les sondages – et ce alors même que son parti s'érode. Il s'agit de l'un des paradoxes les plus frappants d'une campagne atone et, somme toute, sans intérêt. Angela Merkel et son challenger social-démocrate, Frank-Walter Steinmeier, n'ont été porteurs d'aucune surprise, si ce n'est, début août, la promesse par ce dernier d'une vieille lune – le plein emploi – pour 2020. Angela Merkel veille à éviter tout faux pas qui pourrait compromettre son avance électorale. La chancelière a tiré les leçons de la campagne de 2005. Elle y avait épousé les vues libérales du juriste Paul Kirchhoff, apôtre de la mise en place d'un taux d'imposition identique pour tous, ce qui lui avait coûté quelques points et l'avait privé d'une marge suffisante pour forger une coalition solide avec les libéraux du FDP. Angela Merkel avait dû alors s'allier au SPD au sein d'une grande coalition qui a coupé les ailes. Depuis lors, elle se garde sur sa gauche comme sur sa droite, avançant seulement à découvert à l'étranger de façon à affirmer sa stature internationale. Une excellente tactique pour celle qui a les faveurs de l'opinion publique et devance de 35 % son principal rival.

Le cas de Frank-Walter Steinmeier est différent. Ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, il est lui aussi corseté par la grande coalition qui oblige la CDU et le SPD à avancer ensemble, les deux partis ne pouvant, sans se renier, se désolidariser l'un de l'autre. Autant la position est confortable pour la chancelière en place, autant elle est inconfortable pour son challenger. Steinmeier a le charisme d'un fonctionnaire, d'un homme de l'ombre qui n'a jamais détenu de fonction électorale. Le 16 août dernier, quelque 800 000 téléspectateurs ont suivi sa prestation télévisée... tandis que dix millions applaudissaient les exploits d'Usain Bolt aux championnats du monde d'athlétisme qui avaient lieu à Berlin. Mesuré, le leader social-démocrate a le grand mérite d'éviter les accents populistes. Il se garde bien, par exemple, d'attaquer la chancelière et son parti sur le terrain de l'Afghanistan, alors qu'il lui serait si facile de dénoncer une guerre dont les responsables politiques allemands taisent la réalité, préférant parler d'opération de stabilisation. Son ancien patron, Gerhard Schröder, n'y aurait certainement pas résisté. On se rappelle comment, tournant le dos non seulement à George W. Bush mais aussi à la communauté internationale en annonçant que l'Allemagne ne participerait pas à l'aventure militaire quelle que soit la décision du Conseil de sécurité des Nations unies, il avait remporté à l'arraché les élections fédérales de 2002.

L'évitement constitue la priorité de la droite démocrate-chrétienne : esquisser les remous et les discordes, mettre une sourdine aux critiques de la CSU, souvent peu amène à l'égard de la CDU et, enfin, éviter à tout prix une augmentation du chômage qui la mettrait en difficulté. Même Karl-Theodor zu Guttenberg est aujourd'hui silencieux. Le brillant ministre de l'Économie avait vivement critiqué la décision d'Angela Merkel de soutenir la société Opel et son rachat par le Canadien Magna et le bras financier du gouvernement russe, Sberbank. Ses propositions, plus libérales, détaillées dans un texte que les sociaux-démocrates se sont fait un plaisir de rendre publiques, sont finalement restées lettre morte.... Certes la CDU-CSU devance de 15 points le SPD, mais cette avance est loin d'être assurée. En effet, à moins de trois semaines du scrutin, près d'un tiers de l'électorat n'a pas encore fait son

choix. Il y a quatre ans, le SPD avait opéré une remontée spectaculaire dans la dernière ligne droite, à tel point que Gerhard Schröder avait pu croire – et faire croire – à sa victoire.

La fragilité de l'avance de la CDU constitue le trait le plus remarquable non pas tant de la campagne mais de l'évolution structurelle partisane. Depuis le début des années 1980, les grands partis dits populaires – la CDU-CSU à droite et le SPD à gauche – ne cessent de perdre des adhérents et de représenter une part de plus en plus faible de l'électorat lors de chaque scrutin fédéral. Le SPD est plus touché par ce recul que ne le sont les deux partis conservateurs. Dans les années 1970, la social-démocratie allemande, alors au faite de sa puissance, pouvait s'enorgueillir de compter plus d'un million de membres pour environ 700 000 à la CDU. Depuis, elle n'a cessé d'en perdre, notamment dans les années 2000, après que le chancelier Schröder eut engagé des réformes pour réduire la couverture sociale. Désormais, le SPD compte moins d'adhérents que la CDU, 513 000 membres pour 528 000 (chiffres de 2008).

Le Parti social-démocrate souffre, depuis les années 1990, de trois maux évidents : manque de leadership, manque d'orientation programmatique et absence de refondation du parti. En quelque vingt ans, onze dirigeants (*Parteivorsitzende*) se sont fugacement succédés à la tête du parti, pour quelques années ou pour quelques mois, sans vraiment imprimer leur marque. Dès le début des années 1990, ceux qui privilégiaient l'alliance traditionnelle avec la gauche syndicale se sont opposés aux partisans d'un rapprochement avec les écologistes. De fait, le lien séculaire du parti avec le monde ouvrier s'est rompu. Jusque dans les années 1960, voire 1970, sociaux-démocrates et syndicalistes vivaient en symbiose : les ouvriers prenaient leur carte du parti en même temps que leur carte syndicale dès qu'ils commençaient à travailler, notamment dans les bastions charbonniers et sidérurgiques du bassin de la Ruhr. La social-démocratie – et le socialisme européens –, issus l'un et l'autre de l'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle, n'ont pas su s'adapter à la disparition de certains métiers – ceux des mines par exemple –, à la profonde transformation des classes sociales, à l'apparition (et à l'urgence) de problématiques post-modernes, comme l'écologie, la globalisation ou encore la réunification qui a produit de nombreux laissés pour compte.

La démocratie-chrétienne souffre de maux en partie analogues. En effet, la CDU-CSU n'est plus un parti populaire, ou tout au moins a perdu le peuple pour reprendre le titre d'un livre publié récemment<sup>1</sup>. Le grand écart entre centre et droite – ou centre et gauche –, entre conservatisme et libéralisme pour la CDU ou entre gauche traditionnelle et gauche post-moderne pour le SPD n'est plus permis, dans une société émiettée et divisée par de nouveaux clivages. Cette incapacité à répondre aux attentes d'électorats multiples et une certaine *Parteiverdrossenheit* (lassitude) envers les partis traditionnels qui s'est fait jour dès les années 1980 ont bénéficié à de nouvelles formations. En 1983, les Verts ont fait leur entrée au Parlement fédéral. Avec la réunification, un nouveau parti a émergé sur la scène politique, le PDS, héritier des anciens communistes devenu Die Linke (La Gauche, ou, plus justement, la gauche de la gauche) en joignant ses forces à celles d'une nouvelle formation, la WASG, issue en partie du SPD et dirigée par Oskar Lafontaine, transitoire ministre de l'Economie du premier gouvernement Schröder. Structurellement, les Verts et Die Linke chassent davantage sur les terres des sociaux-démocrates que sur celles des partis de droite. Les écologistes répondent aux aspirations d'une gauche à l'origine souvent bourgeoise et cultivée et Die Linke sert une clientèle hétéroclite, faite de nostalgiques ou de radicaux est-allemands et, dans la partie l'Ouest de l'Allemagne, de gauchistes, ex-soixante-huitards, également nostalgiques de l'Allemagne d'avant la réunification, plus petite mais si confortable. La formation recrute également parmi les déçus de la social-démocratie, notamment ceux qu'ont rebuté les réformes schröderiennes et avec lesquels les sociaux-démocrates peinent à renouer. Bien que menacé d'érosion démographique, le parti a pour lui un fort ancrage régional et des moyens non négligeables puisqu'il a hérité du trésor de guerre et des réseaux de l'ancien parti communiste et qu'il pallie aujourd'hui les lacunes de l'administration et de la société dans la partie orientale de l'Allemagne. L'alliance du SPD avec Die Linke à l'échelon national effraie alors que les deux formations gouvernent de concert au niveau de certains *Länder*. Sans une collaboration avec le parti d'Oskar Lafontaine, le Parti social-démocrate est cependant menacé de perdre encore de nouveaux

---

<sup>1</sup> Hans-Herbert von Arnim, *Volksparteien ohne Volk*, Gütersloh, Bertelsmann, 2009

membres et davantage d'électeurs. Une situation proche de celle que connaît le Parti socialiste en France.

D'une certaine façon, les dilemmes structurels auxquels doit faire face le SPD paraissent profiter à la CDU qui occupe le centre de l'échiquier politique, laissant sur sa droite la formation bavaroise de la CSU, des plus conservateurs – à Munich – aux plus libéraux – par exemple le ministre de l'Economie, Karl-Theodor zu Guttenberg. Alors que sa base s'amenuise, la CDU-CSU ne peut plus compter sur une majorité stable. D'où l'obligation dans laquelle elle s'est trouvée il y a quatre ans de former une grande coalition avec le SPD. Tout en espérant gouverner avec la CDU-CSU, les libéraux du Parti libéral-démocrate s'abstiennent de tout engagement ferme. Difficile donc de savoir quels partis formeront la prochaine coalition.

Il pourrait s'agir du FDP et de la CDU-CSU, un schéma relativement classique ; nous pourrions également avoir une nouvelle grande coalition, voire une alliance de la CDU ou du SPD avec les Verts. Dans un paysage partisan en pleine mutation, toutes les alliances sont désormais possibles. Alors que vingt à trente ans durant, la scène politique allemande a été caractérisée par une extrême stabilité et une grande prévisibilité, le petit parti libéral jouant les faiseurs de roi, la multiplication actuelle de l'offre politique – à l'inverse de ce qui se passe dans d'autres pays tel que l'Italie – a créé une double incertitude au Bundestag, comme au Bundesrat, l'Assemblée des *Länder*. Dans un système tripartite, les possibilités de coalition étaient restreintes, l'homothétie régnait entre l'échelon national et celui des Etats fédérés et une forte cohésion existait au Bundesrat. Dans un système éclaté, la cohésion ne constitue plus la règle, le flou s'introduit, l'incertitude prime, et ce alors que les Allemands n'apprécient rien tant que la stabilité et la modération... Une raison de plus pour eux de voter en faveur d'Angela Merkel le 27 septembre prochain ?

Anne-Marie Le Gloannec, CERI-Sciences Po